|  |  |
| --- | --- |
| **Conférence de plénipotentiaires (PP-18)Dubaï, 29 octobre – 16 novembre 2018** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| SÉANCE PLÉNIÈRE | **Révision 1 duDocument 45-F** |
|  | **12 octobre 2018** |
|  | **Original: anglais** |
|  |
| Rapport du Conseil |
| ARRIéRéS, COMPTES SPéCIAUX D'ARRIéRéS et COMPTES SPéCIAUX D'ARRIéRéS SUPPRIMéS |
|  |

# 1 Rappel

1.1 Par sa [Résolution 41](http://www.itu.int/pub/S-CONF-PLEN-2015) (Rév. Busan, 2014), la Conférence de plénipotentiaires a prié instamment tous les Etats Membres en retard dans leurs paiements, en particulier ceux pour lesquels des comptes spéciaux d'arriérés avaient été supprimés, ainsi que les Membres de Secteur et les Associés en retard dans leurs paiements, de soumettre au Secrétaire général et d'arrêter avec lui un plan d'amortissement en vue de régler leurs arriérés. Elle a confirmé la décision de n'ouvrir de nouveaux comptes spéciaux d'arriérés qu'après la conclusion d'un accord avec le Secrétaire général établissant un plan d'amortissement spécifique, au plus tard un an après la réception de la demande d'ouverture de ces comptes spéciaux. Il a été décidé en outre que les sommes dues ne seront pas prises en compte pour l'application du numéro 169 de la Constitution (droit de vote), à condition que les Etats Membres concernés aient soumis au Secrétaire général et arrêté avec lui leur plan d'amortissement et aussi longtemps qu'ils respectent strictement ce plan et les conditions dont il est assorti. Le non-respect dudit plan et desdites conditions entraînerait la suppression du compte spécial d'arriérés. D'autre part, le Conseil a été chargé de revoir les lignes directrices concernant les plans d'amortissement, notamment leur durée maximale, qui serait de cinq ans pour les pays développés, de dix ans pour les pays en développement et de quinze ans pour les pays les moins avancés (PMA), ainsi que de cinq ans pour les Membres de Secteur et les Associés. Le Conseil a initialement fixé les lignes directrices pour les plans d'amortissement lors de sa session de 1999 (Document [C99/27](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c99/docs/docs1/027.html)). Le Conseil a aussi été chargé d'envisager d'autres mesures appropriées, comme par exemple, dans des circonstances exceptionnelles, des réductions temporaires de classe de contribution; l'annulation des intérêts pour paiements en retard, pour autant que chaque Etat Membre, Membre de Secteur ou Associé concerné se conforme strictement au plan d'amortissement convenu pour le règlement des contributions impayées; l'établissement d'un plan d'amortissement d'une durée maximale de trente ans pour les pays ayant des besoins particuliers, en raison de catastrophes naturelles, de guerres civiles ou de difficultés économiques extrêmes et l'ajustement du plan d'amortissement dans sa phase initiale, afin de permettre le paiement d'un montant annuel inférieur, pour autant que le montant total cumulé soit le même à la fin du plan d'amortissement.

1.2 En vertu de la [Résolution 169](http://www.itu.int/pub/S-CONF-PLEN-2015) (Rév. Busan, 2014), les établissements universitaires, les universités et les instituts de recherche associés (désignés ci-après "établissements universitaires") ont été admis, à titre d'essai, à participer aux travaux des Secteurs. La Résolution 41 (Rév. Busan, 2014) leur a été appliquée par analogie. Si cette catégorie devait être confirmée par la présente Conférence de plénipotentiaires, il pourrait être opportun d'amender en conséquence la Résolution 41 (Rév. Busan, 2014).

1.3 En outre, le Conseil a été chargé de prendre des mesures additionnelles en cas de non‑respect des modalités de remboursement convenues et/ou de retard dans le paiement des parts contributives annuelles non incluses dans les plans d'amortissement, qui consisteront, en particulier, en une suspension de la participation aux travaux de l'Union des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires concernés. Enfin, le Conseil a été chargé d'examiner le niveau approprié de la Provision pour comptes débiteurs, d'en assurer la couverture appropriée et de faire rapport à la présente Conférence sur les résultats obtenus en application de la Résolution 41 (Rév. Busan, 2014).

1.4 La Conférence a en conséquence autorisé le Secrétaire général à négocier et à élaborer, d'un commun accord avec tous les Etats Membres en retard dans leurs paiements, en particulier ceux pour lesquels des comptes spéciaux ont été supprimés, et avec les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires en retard dans leurs paiements, des plans d'amortissement de leur dette conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil.

# 2 Mesures prises pour obtenir le règlement des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés et mise en application des Résolutions 41 et 152 (Rév. Busan, 2014)

2.1 Conformément au numéro 169 de la Constitution, un "*Etat Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote […] tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes*".

2.2 En outre, la [Résolution 152](http://www.itu.int/pub/S-CONF-PLEN-2015) (Rév. Busan, 2014), dispose qu'en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT d'un Membre de Secteur ou d'un Associé "*devra être suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et qu'en l'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement devra intervenir trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension*".

2.3 Enfin, conformément au [numéro 474](http://www.itu.int/pub/S-CONF-PLEN-2015) de la Convention, les "*sommes dues* [au titre des contributions de l'Union,] *portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du début du septième mois*".

2.4 Le Secrétaire général a notifié la Résolution 41 (Rév. Busan, 2014) à tous les Etats Membres, Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires concernés et a également pris les mesures ci-après.

2.5 Un relevé de compte est envoyé quatre fois par an à chaque débiteur et les montants dus figurent dans la Lettre Circulaire publiée par le Département de la gestion des ressources financières quatre fois par an également.

2.6 Chaque année, un rappel est envoyé aux Etats Membres qui ont perdu le droit de vote et aux Etats qui sont susceptibles de le perdre l'année suivante s'ils ne règlent pas leurs arriérés. Il est également rappelé aux Etats Membres en retard dans le paiement des publications que s'ils ne règlent pas leurs arriérés, les publications ne leur seront envoyées que contre prépaiement.

2.7 Le Secrétaire général a pris toutes les mesures possibles en vue de réduire les sommes impayées, notamment par des rappels spéciaux, par des contacts lors de conférences, assemblées et réunions ainsi que par une action permanente de tous les bureaux régionaux de l'Union.

2.8 Les Etats Membres ayant des comptes spéciaux d'arriérés ont été priés de soumettre au Secrétaire général et d'arrêter avec lui un plan d'amortissement ainsi que d'observer strictement les modalités de remboursement convenues. Ceux qui ne les ont pas respectées ont été informés des sanctions prévues, entre autres, de la suppression du compte spécial d'arriérés avec l'obligation de négocier un nouveau plan d'amortissement selon les lignes directrices fixées par le Conseil.

2.9 Les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires, en retard dans leurs paiements, ont été priés de soumettre et de négocier des plans d'amortissement. Ceux qui ne l'ont pas fait ou qui n'ont pas respecté les modalités convenues ont été informés de la suspension et, le cas échéant s'ils n'ont pas régularisé leur situation, de la suppression de leur participation aux travaux des Secteurs dont ils sont membres. Ceux-ci reçoivent régulièrement des rappels des paiements qu'ils doivent effectuer pour retrouver le droit de participer aux travaux des Secteurs.

# 3 Résultats obtenus en application des Résolutions 41 et 152 (Rév. Busan, 2014)

3.1 La situation concernant les arriérés a évolué de façon positive depuis la Conférence de plénipotentiaires de Busan (2014). Les sanctions prises et les efforts consentis pour apurer les dettes irrécupérables ainsi que pour recouvrer les montants dus se sont traduits par une sensible et constante réduction des arriérés dans les dernières années. Ainsi, dans l'Annexe A, laquelle montre l'évolution sur les 8 dernières années, on remarque que depuis 2011, le total des arriérés est passé de 61,5 millions CHF au 31 décembre 2011 à 36,9 millions CHF au 30 septembre 2018, soit une diminution de 40%.

3.2 D'autre part, sur les 8 dernières années, durant la période du 31 décembre 2011 au 30 septembre 2018, les arriérés (contributions et publications) des Etats Membres ont connu une diminution de 47%, en passant de 13,1 millions CHF au 31 décembre 2011 à 6,9 millions CHF au 30 septembre 2018. De même, les arriérés des Membres de Secteur ont aussi connu une sensible diminution de 46%, en passant de 19,1 millions CHF au 31 décembre 2011 à 10,4 millions CHF au 30 septembre 2018.

3.3 Force est de constater que la mise en oeuvre de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) a eu des conséquences positives sur le paiement des contributions, qui se sont traduites par un meilleur taux de recouvrement de celles-ci et, de ce fait, une diminution de la dette des Membres de Secteur et des Associés, ainsi que par une diminution du nombre de suspensions et de radiations. Le Secrétariat tient toutefois à souligner les difficultés rencontrées pour recouvrer les dettes pour les entités radiées faute de mécanismes incitatifs suffisants à travers des solutions de négociation.

3.4 A cet égard, le Secrétariat de l'Union demande aux Administrations de continuer à fournir un appui continu pour recouvrer les dettes. L'expérience démontre que l'intervention des Administrations joue un rôle clé et déterminant au niveau des entités ayant des arriérés envers l'Union.

3.5 On trouvera aux Annexes A, B, C, D et E des précisions sur l'évolution et sur l'état des arriérés, des comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés.

3.6 En application des dispositions de la Résolution 41 (Rév. Busan, 2014), au 30 septembre 2018, six comptes spéciaux d'arriérés ont été supprimés (voir Annexe E, N° 2). Les Etats Membres (Gambie et Nicaragua) et les quatre entreprises/organisations concernés (Apprentissages sans Frontières de Suisse, Cameroon Telecommunications et Ellipsat des Etats‑Unis et TIT du Liban) sont donc dans l'obligation de négocier un accord d'amortissement de leurs dettes conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil.

3.7 De nombreux plans d'amortissement ont été signés depuis la Conférence de plénipotentiaires de Busan (2014). Au 30 septembre 2018, (voir Annexe E, N° 1), il y avait un plan d'amortissement signé entre l'UIT et un ancien Membre de Secteur et douze signés entre l'UIT et des Etats Membres (Bénin, République centrafricaine, Comores, Congo (Rép. du), Guinée équatoriale, Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis, Guinée-Bissau, Libéria, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Tadjikistan). Parmi les douze Etats Membres qui ont signé des plans d'amortissement, huit appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés (PMA), lesquels peuvent bénéficier d'un délai maximum de quinze ans pour régler leur dette. De plus, des Etats Membres (Bolivie et Grenade) et plusieurs entités (Alphion Corporation et Bay Microsystems des Etats-Unis, Marcatel du Mexique et INTTIC d'Algérie) ont versé l'intégralité des montants prévus dans leurs accords d'amortissement au cours du premier semestre de 2018. De ce fait, une demande de passation par pertes et profits des intérêts moratoires a été présentée au Conseil à sa session d'avril 2018 et acceptée par ce dernier.

3.8 Concernant les fiches de notification des réseaux à satellite, conformément à la [Décision 545](http://www.itu.int/md/S07-CL-C-0085/en) du Conseil (2007), sur les 28 Administrations/opérateurs qui ont eu droit à une révision de leurs factures, 26 ont réglé leur dette et une entité a signé un accord d'amortissement (Ellipsat des Etats‑Unis d'Amérique, y compris pour la dette contractée par l'ex Virtual Geosatellite, rachetée par Ellipsat).

3.9 Au 31 décembre 2017, le montant de la Provision se chiffrait à 53,8 millions CHF et couvrait 100% des montants qui devaient être pris en compte dans la Provision selon les nouveaux principes mentionnés ci-dessus. Dorénavant, le montant de la Provision pour comptes débiteurs est systématiquement réévalué au 31 décembre de chaque année. Il convient de noter que cette couverture à 100% n'exonère pas les Etats Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires de leurs engagements envers l'Union.

# 4 Recommandations

4.1 La Conférence de plénipotentiaires est priée, à la lumière du contenu du présent document:

1) de confirmer l'autorisation octroyée au Conseil de réviser, si nécessaire, les conditions d'établissement des plans d'amortissement, y compris des mesures telles que la réduction temporaire de la classe de contribution, la durée maximale de la période d'amortissement, des ajustements du montant des versements annuels dans la phase initiale des plans ou la passation par pertes et profits des intérêts moratoires, en vue d'accélérer le règlement des montants à payer;

2) de confirmer la décision de ne pas ouvrir de nouveaux comptes spéciaux d'arriérés pendant les Conférences de plénipotentiaires du fait que le Secrétaire général est lui-même autorisé à ouvrir de nouveaux comptes spéciaux selon les lignes directrices approuvées par le Conseil.

ANNEXE A

Evolution des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés

***(en milliers CHF)***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Situation au 31 décembre  | 2011 | 2012 | 2013 | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  |
|  |  |  |  |  |  |  |  | **(30 septembre)** |
| **Etat Membres** |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions | 12 917 | 10 542 | 10 141 | 7 825 | 8 450 | 10 070 | 9 639 | 6 923 |
| Publications | 140 | 49 | 49 | 36 | 36 | 36 | 37 | 37 |
| Total | 13 057 | 10 591 | 10 190 | 7 861 | 8 486 | 10 106 | 9 676 | 6 960 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur et autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions | 19 149 | 17 758 | 16 484 | 16 729 | 16 300 | 15 367 | 13 938 | 10 423 |
| Publications | 2 | 4 | 5 | 9 | 12 | 6 | 5 | 5 |
| Total | 19 151 | 17 762 | 16 489 | 16 738 | 16 312 | 15 373 | 13 943 | 10 428 |
| ***Contributions*** | ***32 066*** | ***28 300*** | ***26 625*** | ***24 554*** | ***24 750*** | ***25 437*** | ***23 577*** | ***17 346*** |
| ***Publications*** | ***142*** | ***53*** | ***54*** | ***45*** | ***48*** | ***42*** | ***42*** | ***42*** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL CONTRIB. ET PUB.** | **32 208** | **28 353** | **26 679** | **24 599** | **24 798** | **25 479** | **23 619** | **17 388** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ACCORDS D'AMORTISSEMENT** | **9 686** | **15 919** | **10 019** | **18 392** | **15 823** | **8 094** | **7 601** | **17 022** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ACCORDS D'AMORTISSEMENT SUPPRIMÉS** | **18 932** | **15 587** | **17 768** | **8 582** | **10 418** | **12 547** | **13 394** | **2 087** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **FICHES DE NOTIFICATION DES RÉSEAUX À SATELLITE** | **620** | **641** | **571** | **577** | **563** | **584** | **584** | **371** |
| **FACTURES DIVERSES** | **92** | **76** | **65** | **72** | **71** | **68** | **66** | **62** |
| **Total**  | **61 538** | **60 576** | **55 102** | **52 222** | **51 673** | **46 772** | **45 264** | **36 930** |

Non compris les débiteurs courants, c'est-à-dire de l'année 2017, dont le montant s'élève à 2 291 000 CHF au 30 septembre 2018, ce qui porte le total des sommes dues à 39 221 000 CHF.

ANNEXE B

Situation des arriérés par année

***(en CHF)***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année |  | Contributions |  | Publications |  | Notifications satellite |  | Factures diverses |  | Total |
|  |  |  |  |   |  |  |  |  |  |  |
| 1987 |  | 137 926,70 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 137 926,70 |
| 1988 |  | 164 516,45 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 164 516,45 |
| 1989 |  | 276 093,05 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 276 093,05 |
| 1990 |  | 166 395,95 |  | 638,85 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 167 034,80 |
| 1991 |  | 89 593,55 |  | 12 707,40 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 102 300,95 |
| 1992 |  | 143 084,20 |  | 23 276,20 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 166 360,40 |
| 1993 |  | 213 323,65 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 213 323,65 |
| 1994 |  | 363 205,15 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 363 205,15 |
| 1995 |  | 354 520,05 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 354 520,05 |
| 1996 |  | 336 746,65 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 336 746,65 |
| 1997 |  | 338 996,90 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 338 996,90 |
| 1998 |  | 442 706,45 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 442 706,45 |
| 1999 |  | 414 343,95 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 414 343,95 |
| 2000 |  | 344 352,45 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 344 352,45 |
| 2001 |  | 433 612,75 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 433 612,75 |
| 2002 |  | 1 204 280,15 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 1 204 280,15 |
| 2003 |  | 1 107 253,60 |  | 0,00 |  | 156 663,86 |  | 0,00 |  | 1 263 917,46 |
| 2004 |  | 1 426 449,90 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 1 426 449,90 |
| 2005 |  | 1 414 611,53 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 1 414 611,53 |
| 2006 |  | 1 498 047,45 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 1 498 047,45 |
| 2007 |  | 797 833,07 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 797 833,07 |
| 2008 |  | 395 365,60 |  | 0,00 |  | 83 189,85 |  | 0,00 |  | 478 555,45 |
| 2009 |  | 453 137,00 |  | 0,00 |  | 38 123,75 |  | 0,00 |  | 491 260,75 |
| 2010 |  | 213 437,45 |  | 262,70 |  | 0,00 |  | 62 560,00 |  | 276 260,15 |
| 2011 |  | 246 720,10 |  | 5 149,45 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 251 869,55 |
| 2012 |  | 273 626,86 |  | 0,00 |  | 5 364,15 |  | 0,00 |  | 278 991,01 |
| 2013 |  | 271 440,28 |  | 59,20 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 271 499,48 |
| 2014 |  | 900 663,41 |  | 0,00 |  | 87 926,95 |  | 0,00 |  | 988 590,36 |
| 2015 |  | 1 402 986,68 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 1 402 986,68 |
| 2016 |  | 1 520 519,62 |  | 73,00 |  | 0,00 |  | 0,00 |  | 1 520 592,62 |
|  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Arriérés au 30 septembre 2018** |  | 17 345 790,60 |  | 42 166,80 |  | 371 268,56 |  | 62 560,00 |  | 17 821 785,96 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **2017** |  | 2 219 427,74 |  | 58 510,00 |  | 12 632,85 |  | 0,00 |  | 2 290 570,59 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total au 30 septembre 2018** |  | 19 565 218,34 |  | 100 676,80 |  | 383 901,41 |  | 62 560,00 |  | 20 112 356,55 |

ANNEXE c

Situation des arriérés au 30 septembre 2018

***Montants dus concernant les contributions et les publications (CHF)***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **A. Etats Membres de l'Union** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
|  |  |  |  |  |
| Antigua-et-Barbuda | 1987-2016 | 1 773 686,15 | 36 622,45 | 1 810 308,60 |
| Brésil | 2016 | 9 539,32 | 0,00 | 9 539,32 |
| Cameroun | 2014-2016 | 20 019,35 | 0,00 | 20 019,35 |
| Dominique | 2001-2016 | 413 617,55 | 0,00 | 413 617,55 |
| Gabon | 2014-2016 | 181 071,30 | 0,00 | 181 071,30 |
| Gambie | 2015-2016 | 44 841,35 | 0,00 | 44 841,35 |
| Guinée | 2014-2016 | 92 004,75 | 90,20 | 92 094,95 |
| Lao (R.d.p.) | 2010-2016 | 8 090,40 | 0,00 | 8 090,40 |
| Libye | 2014-2016 | 1 112 609,00 | 0,00 | 1 112 609,00 |
| Nauru  | 1991-2016 | 1 465 741,70 | 0,00 | 1 465 741,70 |
| Népal | 2013-2016 | 6 713,65 | 42,00 | 6 755,65 |
| Nicaragua | 2015-2016 | 180 106,10 | 0,00 | 180 106,10 |
| Pérou | 2014-2016 | 7 128,50 | 0,00 | 7 128,50 |
| Soudan du Sud | 2015-2016 | 22 632,35 | 0,00 | 22 632,35 |
| Etats-Unis | 2014-2016 | 812 211,75 | 0,00 | 812 211,75 |
| Vanuatu | 2014-2016 | 10 340,29 | 0,00 | 10 340,29 |
| Venezuela | 2013-2016 | 731 081,08 | 0,00 | 731 081,08 |
|  |  | 6 891 434,59 | 36 754,65 | 6 928 189,24 |
|  |  |  |  |  |
| **B. Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
|  |  |  |  |  |
| **Algérie** |  |  |  |  |
|  - Centre de dévelop. des tech. avancées, Alger | 2015 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
|  - Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Comm., Alger | 2012-2013 | 3 074,25 | 0,00 | 3 074,25 |
|  - Orascom Telecom Algérie, Alger | 2010 | 6 201,10 | 0,00 | 6 201,10 |
|  - Wataniya Telecom Algérie Spa, Alger | 2005-2007 | 7 512,10 | 0,00 | 7 512,10 |
| **Argentine** |  |  |  |  |
|  - Cooperativa Telefónica (COTELCAM), Buenos Aires | 2003-2006 | 33 981,90 | 0,00 | 33 981,90 |
|  - IMPSAT Corp. S.A., Buenos Aires | 1999-2006 | 54 284,00 | 0,00 | 54 284,00 |
| **Australie** |  |  |  |  |
|  - NewSat Limited Pty. Ltd., Sydney | 2015 | 5 300,10 | 0,00 | 5 300,10 |
| **Azerbaïdjan** |  |  |  |  |
|  - AZ-EVRO TEL, Bakou | 2012 | 11 037,90 | 0,00 | 11 037,90 |
|  - Université technique d'Azerbaïdjan, Bakou | 2016 | 2 209,60 | 0,00 | 2 209,60 |
| **Bahreïn** |  |  |  |  |
|  - Gateway Gulf LLC, Manama | 2010 | 6 201,10 | 0,00 | 6 201,10 |
| **Bélarus** |  |  |  |  |
|  - Belarsat LLC, Minsk | 2009-2010 | 19 615,05 | 0,00 | 19 615,05 |
| **Belgique** |  |  |  |  |
|  - AnSem, Heverlee | 2010 | 16 536,20 | 0,00 | 16 536,20 |
| **Botswana** |  |  |  |  |
|  - Mascom Wireless Botswana (Pty), Gaborone | 2012-2013 | 5 242,30 | 0,00 | 5 242,30 |
| **Canada** |  |  |  |  |
|  - Avvasi Inc., Waterloo | 2015 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
|  - Institut des technologies mobiles, Toronto | 2011-2012 | 5 978,80 | 0,00 | 5 978,80 |
| **Chine (Rép. populaire de)** |  |  |  |  |
|  - PCCW Limited, Hong Kong | 2002-2006 | 956 595,25 | 0,00 | 956 595,25 |
| **Côte d'Ivoire** |  |  |  |  |
|  - Associat. des Consommat. de Télécomm., Abidjan | 2007-2008 | 7 744,60 | 0,00 | 7 744,60 |
|  - Côte d'Ivoire Telecom, Abidjan | 2002-2006 | 735 397,35 | 0,00 | 735 397,35 |
| **Guinée équatoriale** |  |  |  |  |
|  - GETESA, Malabo | 2015-2016 | 2 480,40 | 0,00 | 2 480,40 |
| **Egypte** |  |  |  |  |
|  - Barkotel Communications, Le Caire | 2002-2006 | 41 891,20 | 0,00 | 41 891,20 |
|  - LINKdoNET, Le Caire | 2008-2009 | 6 695,05 | 0,00 | 6 695,05 |
|  - Telecom Consultants, Le Caire | 2002-2006 | 43 751,65 | 0,00 | 43 751,65 |
|  - Trade Fairs International, Le Caire | 2000-2006 | 57 597,80 | 0,00 | 57 597,80 |
| **Fidji** |  |  |  |  |
|  - Commission du Pacifique, Suva | 2012-2013 | 5 239,00 | 0,00 | 5 239,00 |
| **Finlande** |  |  |  |  |
|  - Octagon Telecom Oy (Ex. Oy Cubio Communications Ltd.), Helsinki | 2012-2013 | 14 406,65 | 0,00 | 14 406,65 |
| **France** |  |  |  |  |
|  - LegalBox, Paris | 2016 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
|  - Viable France, Paris | 2010-2012 | 13 095,30 | 0,00 | 13 095,30 |
| **Ghana** |  |  |  |  |
|  - Université maritime régionale, Accra | 2012 | 2 094,96 | 0,00 | 2 094,96 |
| **Guinée** |  |  |  |  |
|  - SOTELGUI, Conakry | 2010-2012 | 6 524,58 | 0,00 | 6 524,58 |
| **Haïti**  |  |  |  |  |
|  - Haiti Télécommunicat. Int. S.A., Pétion-Ville | 2008 | 55 740,10 | 0,00 | 55 740,10 |
| **Honduras**  |  |  |  |  |
|  - UNITEC, Tegucigalpa | 2012 | 2 759,45 | 0,00 | 2 759,45 |
| **Inde** |  |  |  |  |
|  - Centre pour l'Internet et la société, Bangalore | 2014-2015 | 4 657,30 | 0,00 | 4 657,30 |
|  - Luna Ergonomics Pvt. Ltd., Noida | 2011 | 5 850,10 | 0,00 | 5 850,10 |
|  - Mahanagar Telephone Nigam Ltd., New Delhi | 2012 | 49 670,35 | 0,00 | 49 670,35 |
|  - Raitel Corporation of India Ltd., New Delhi | 2013 | 5 206,55 | 0,00 | 5 206,55 |
|  - Reliance Infocom Ltd., Navi Mumbai | 2009 | 111 743,15 | 0,00 | 111 743,15 |
|  - Shyam Telecom Limited, Gurgaon | 2010-2012 | 5 537,15 | 0,00 | 5 537,15 |
|  - Sinhgad Tech. Education Society, Pune | 2011-2012 | 3 934,20 | 0,00 | 3 934,20 |
|  - Tata Communications Ltd., New Delhi | 2013 | 5 206,55 | 0,00 | 5 206,55 |
|  - Telecommunications Consultants, New Delhi | 2006-2007 | 121 714,05 | 0,00 | 121 714,05 |
|  - TranSwitch India Pvt. Ltd., New Delhi | 2012 | 14 717,15 | 0,00 | 14 717,15 |
|  - Vihaan Networks Ltd., Gurgaon | 2013 | 46 858,80 | 0,00 | 46 858,80 |
| **Indonésie** |  |  |  |  |
|  - PT Bakrie Telecom Tbk., Jakarta | 1997-2002 | 60 836,10 | 0,00 | 60 836,10 |
| **Israël**  |  |  |  |  |
|  - Gilat Satellite Networks Ltd., Petah Tikva | 1997-2002 | 101 130,05 | 0,00 | 101 130,05 |
|  - TangoTec, Haïfa | 2015-2016 | 11 880,85 | 0,00 | 11 880,85 |
|  - Telrad Networks Ltd., Lod | 1998-2006 | 88 316,00 | 0,00 | 88 316,00 |
| **Italie** |   |   |   |   |
|  - Aethra S.p.A., Palombina | 2007-2008 | 35 276,45 | 0,00 | 35 276,45 |
|  - Selex Communications S.p.A., Gênes  | 2001-2007 | 515 526,40 | 0,00 | 515 526,40 |
| **Jordanie** |  |  |  |  |
|  - Jordan Mobile Telecomm., Amman | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
|  - Middle East Communications (MEC), Amman | 2008-2009 | 6 604,25 | 0,00 | 6 604,25 |
|  - Talal Abu-Ghazaleh & Co., Amman | 2006-2007 | 15 214,35 | 0,00 | 15 214,35 |
| **Kazakhstan** |  |  |  |  |
|  - Kazakh Academy of Transp. & Comm., Almaty | 2008-2009 | 7 168,40 | 0,00 | 7 168,40 |
| **Kenya**  |  |  |  |  |
|  **-** Intersat Africa Limited, Nairobi | 2010-2012 | 5 724,90 | 0,00 | 5 724,90 |
|  - Telcom Kenya Limited, Nairobi | 2005-2007 | 314 529,60 | 0,00 | 314 529,60 |
| **Corée (Rép. de)** |  |  |  |  |
|  - Ericsson-LG, Anyang-Shi | 2013-2014 | 13 186,55 | 0,00 | 13 186,55 |
| **Koweït** |  |  |  |  |
|  - The Arabian Business Franchise, Hawalli | 2006-2007 | 15 214,35 | 0,00 | 15 214,35 |
| **Kirghizistan** |  |  |  |  |
|  - Kyrgyztelecom OJSC, Bichkek | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
| **Liban** |  |  |  |  |
|  - Al-Iktissad Wal-Aamal Group, Beyrouth | 2015 | 4 633,80 | 0,00 | 4 633,80 |
|  - Arabcom Hitek, Beyrouth | 2001-2006 | 54 099,50 | 0,00 | 54 099,50 |
|  - ExiCon International Group, Beyrouth | 2010-2011 | 5 885,65 | 0,00 | 5 885,65 |
|  - IDMI Sal offshore, Beyrouth | 2011 | 5 850,10 | 0,00 | 5 850,10 |
|  - MNT/Investcom LLC, Beyrouth | 2008 | 6 967,55 | 0,00 | 6 967,55 |
| **Libéria**  |  |  |  |  |
|  - West Africa Telecomm. Inc., Monrovia | 2007 | 7 385,60 | 0,00 | 7 385,60 |
| **Libye** |  |  |  |  |
|  - Libyana Mobile Phone Company, Tripoli | 2010-2012 | 131 734,30 | 0,00 | 131 734,30 |
| **Mauritanie** |  |  |  |  |
|  - Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services (APAUS), Nouakchott | 2012 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
|  - Chinguitel SA, Nouakchott | 2013-2015 | 4 681,50 | 0,00 | 4 681,50 |
|  - Société mauritanienne des télécommunications (MAURITEL S.A.), Nouakchott | 2008 | 62 707,70 | 0,00 | 62 707,70 |
| **Mexique** |  |  |  |  |
|  - CANITEC, Mexico | 2011-2013 | 5 385,40 | 0,00 | 5 385,40 |
| **Pays-Bas** |  |  |  |  |
|  - Smitcoms N.V., St. Maarten | 2004-2007 | 514 292,65 | 0,00 | 514 292,65 |
| **Pakistan** |  |  |  |  |
|  - CMPak Limited, Islamabad | 2015 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
|  - e Worlwide Group, Islamabad | 2011-2013 | 5 286,05 | 0,00 | 5 286,05 |
|  - Pakistan Institute of Human Rights, Islamabad | 2012-2013 | 6 740,70 | 0,00 | 6 740,70 |
|  - Paktel Limited, Islamabad | 2007 | 7 385,60 | 0,00 | 7 385,60 |
|  - Sysnet Pakistan (Pvt) Ltd., Karachi  | 2003-2006 | 29 174,30 | 0,00 | 29 174,30 |
| **Philippines**  |  |  |  |  |
|  - PhilCom, Makati | 2007-2009 | 6 697,05 | 0,00 | 6 697,05 |
| **Roumanie** |  |  |  |  |
|  - Polytechnic School Bucharest, Bucarest | 2009-2010 | 6 294,40 | 0,00 | 6 294,40 |
| **Fédération de Russie** |  |  |  |  |
|  - IRPO ACISO, Moscou | 2013-2014 | 4 679,55 | 0,00 | 4 679,55 |
|  - Mobix Chip LLC, Moscou | 2013-2014 | 13 162,70 | 0,00 | 13 162,70 |
|  - National Telemedicine Agency, Moscou | 2012 | 4 139,20 | 0,00 | 4 139,20 |
| **Arabie saoudite** |  |  |  |  |
|  - Bayanat Aloula for Network Services, Riyad | 2005-2008 | 7 220,65 | 0,00 | 7 220,65 |
|  - Electronia, Ltd., Al-Khobar | 2008-2010 | 6 221,80 | 0,00 | 6 221,80 |
|  - Saudi Telecom, Riyad | 2012-2015 | 5 128,20 | 0,00 | 5 128,20 |
|  - Tuwaiq Communications Company, Riyad | 2008-2009 | 70 175,50 | 0,00 | 70 175,50 |
| **Somalie** |  |  |  |  |
|  - Telcom Somalia, Mogadiscio | 2005-2007 | 15 837,10 | 0,00 | 15 837,10 |
| **Afrique du Sud** |  |  |  |  |
|  - Cell C (Pty) Ltd., Benmore | 2004-2007 | 491 642,40 | 0,00 | 491 642,40 |
|  - Vodacom SA (Pty) Ltd., Midrand | 2015-2016 | 3 716,60 | 0,00 | 3 716,60 |
| **Sri Lanka**  |  |  |  |  |
|  - Sri Lanka Telecom Ltd., Colombo | 2002-2012 | 6 954,45 | 0,00 | 6 954,45 |
| **Soudan** |  |  |  |  |
|  - Canartel, Khartoum | 2013 | 46 858,80 | 0,00 | 46 858,80 |
|  - Garden City College for Science & Technology, Khartoum | 2013-2014 | 3 179,60 | 0,00 | 3 179,60 |
|  - Open University of Sudan, Khartoum | 2013-2014 | 3 179,60 | 0,00 | 3 179,60 |
|  - Pulse Company Ltd., Khartoum | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
|  - Université de Khartoum, Khartoum | 2013-2014 | 3 179,60 | 0,00 | 3 179,60 |
| **Suède** |  |  |  |  |
|  - GlobeTouch AB, Stockholm | 2016 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
|  - UpZide Labs AB, Lulea | 2009 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |
| **Suisse** |  |  |  |  |
|  - ACN Advanced Comm. Networks SA, Neuchâtel | 2016 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| **République arabe syrienne** |  |  |  |  |
|  - Arab Regional Isps Association (ARISPA), Manama | 2009 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| **République togolaise** |  |  |  |  |
|  - Centre Rég. de Maintenan. des Télécom (CMTL), Lomé | 2003-2007 | 223 191,90 | 0,00 | 223 191,90 |
| **Tunisie** |  |  |  |  |
|  - Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis, Tunis | 2011-2012 | 10 529,69 | 0,00 | 10 529,69 |
|  - Orascom Telecom Tunisie, Tunis | 2013 | 5 206,55 | 0,00 | 5 206,55 |
|  - Université de Sfax, Sfax | 2011-2012 | 3 509,83 | 0,00 | 3 509,83 |
| **Ukraine** |  |  |  |  |
|  - Ukrainian National Information Systems, Kiev | 2014-2015 | 19 137,74 | 0,00 | 19 137,74 |
| **Emirats arabes unis** |  |  |  |  |
|  - American University in Dubai, Dubaï | 2014 | 2 455,90 | 0,00 | 2 455,90 |
|  - Teralight, FZ LLC, Dubaï | 2016 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
| **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** |  |  |  |  |
|  - KRE Corporate Recovery LLP (Ex. ICO Satellite Limited), Berks | 2012-2013 | 26 815,50 | 0,00 | 26 815,50 |
|  - Malden Electronics, Ewell | 2016 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
|  - Times Publications Ltd., Londres | 1998-2002 | 78 148,15 | 0,00 | 78 148,15 |
| **Etats-Unis d'Amérique** |   |   |   |   |
|  - Actiontec Electronics, Inc., Sunnyvale | 2008 | 18 580,05 | 0,00 | 18 580,05 |
|  - Animatele Inc., New York | 2011 | 15 600,20 | 0,00 | 15 600,20 |
|  - AOL, New York | 2002-2003 | 189 939,10 | 0,00 | 189 939,10 |
|  - Calient Networks Inc., San José | 2003-2006 | 271 854,55 | 0,00 | 271 854,55 |
|  - Compuware Corporation, Détroit | 2009-2010 | 12 581,25 | 0,00 | 12 581,25 |
|  - ConceroConnect, L3C, Park City  | 2015 | 9 267,65 | 0,00 | 9 267,65 |
|  - Conversay, Redmond | 2007-2008 | 74 877,60 | 0,00 | 74 877,60 |
|  - Covad Communications Company, San José | 2001-2002 | 118 950,75 | 0,00 | 118 950,75 |
|  - Cypress Semiconductor Corp., San José | 2004-2005 | 35 648,75 | 0,00 | 35 648,75 |
|  - Dynasat Inc., Austin | 2016 | 8 743,05 | 0,00 | 8 743,05 |
|  - E-MAC Corporation, Arlington | 2005-2007 | 45 280,95 | 0,00 | 45 280,95 |
|  - EnVerv Inc., Milpitas | 2015 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
|  - ESS Technology Inc., Fremont | 2004 | 69 671,05 | 0,00 | 69 671,05 |
|  - Extreme Networks, Santa Clara | 2012 | 3 679,15 | 0,00 | 3 679,15 |
|  - Ezenia Inc., Salem | 2000-2006 | 350 451,50 | 0,00 | 350 451,50 |
|  - Graphnet Inc., New York | 1987-2002 | 1 378 163,10 | 0,00 | 1 378 163,10 |
|  - Ikanos Communications, Red Bank | 2016 | 34 972,05 | 0,00 | 34 972,05 |
|  - ITXC Corporation, Princeton | 2004-2007 | 64 286,70 | 0,00 | 64 286,70 |
|  - Lighsand Communications Inc., Plano | 2001-2002 | 18 522,75 | 0,00 | 18 522,75 |
|  - Lightwaves Inc., Austin | 2009 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |
|  - Nextwave Wireless Inc., San Diego | 2009 | 29 565,90 | 0,00 | 29 565,90 |
|  - Nortel Networks USA, Richardson | 2009 | 29 812,50 | 0,00 | 29 812,50 |
|  - Overture Networks Inc. (Ex. Ceterus & Hatteras Networks), Morrisville | 2008-2009 | 35 454,20 | 0,00 | 35 454,20 |
|  - Range Networks, Inc., Santa Clara | 2013-2014 | 13 144,60 | 0,00 | 13 144,60 |
|  - Razoom Inc., Palo Alto | 2010 | 16 536,20 | 0,00 | 16 536,20 |
|  - Teraburst Networks Inc., Sunnyvale | 2003-2007 | 108 671,25 | 0,00 | 108 671,25 |
|  - The Gores Technology Group LLC (Ex. Forgent Networks Inc.), Los Angeles | 1998-2006 | 403 947,25 | 0,00 | 403 947,25 |
|  - The Village Group Inc., Waltham | 2007-2008 | 13 972,10 | 0,00 | 13 972,10 |
|  - UTStarcom, Inc., Fremont | 2004-2010 | 55 837,15 | 0,00 | 55 837,15 |
|  - Visible Energy Inc., Palo Alto | 2010 | 15 157,65 | 0,00 | 15 157,65 |
|  - Vocal Technologies Ltd., Amherst | 1998-2002 | 408 896,15 | 0,00 | 408 896,15 |
|  - WI-FI Alliance, Austin | 2013 | 41 652,20 | 0,00 | 41 652,20 |
|  - Xerox Ltd., Washington | 2004-2007 | 75 784,90 | 0,00 | 75 784,90 |
|  - Zhone Technologies, Oakland | 2002-2005 | 272 851,85 | 0,00 | 272 851,85 |
| **Ouzbékistan** |  |  |  |  |
|  - Université des technologies de l'information de Tachkent, Tachkent | 2014 | 2 455,90 | 0,00 | 2 455,90 |
| **Zambie** |  |  |  |  |
|  - Airtel Zambia, Lusaka | 2014 | 79 824,55 | 0,00 | 79 824,55 |
| **Zimbabwe** |  |  |  |  |
|  - NetOne Cellular Ltd., Harare | 2003-2006 | 303 489,98 | 0,00 | 303 489,98 |
|  - Université du Zimbabwe, Harare | 2008-2009 | 21 166,70 | 0,00 | 21 166,70 |
| **Résolution 99 (Rév. Busan, 2014)** |  |  |  |  |
|  - BCI Communicat. & Advanced Tech., Ramallah | 2007-2008 | 8 747,30 | 0,00 | 8 747,30 |
|  |  | 10 413 014,33 | 0,00 | 10 413 014,33 |
|  |  |  |  |  |
| **C. Autres débiteurs** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
|  |  |  |  |  |
|  - Ministère de l'Information, Riyad | 2011 | 0,00 | 5 073,15 | 5 073,15 |
|  |  | 0,00 | 5 073,15 | 5 073,15 |
|  |  |  |  |  |
| **D. Autres débiteurs divers\*** |  | 41 341,68 | 339,00 | 41 680,68 |
|  |  |  |  |  |
| **Total au 30.09.2018** |  | 17 345 790,60 | 42 166,80 | 17 387 957,40 |
|  |  |  |  |  |
| \* Inclut les débiteurs ayant des montants dus inférieurs à 5 000 CHF pour les Etats Membres de l'Union et 2 000 CHF pour les Membres de Secteur, autres entités ou organisations et autres débiteurs. |

ANNEXE D

|  |
| --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES ÉTABLIES POUR LES FICHES DE NOTIFICATION DES RÉSEAUX À SATELLITE |
|   |   |   |   |
| **Administration notificatrice** | **Entité exploitante** | **Année** | **Montant dû** |
| **Iran** | Ministère des Technologies de l'information et de la communication (MICT), Téhéran | 2012 | 3 315,15 |
| **Nigéria** | Ministère fédéral des technologies de la communication, Abuja | 2012 | 2 049,00 |
| **Fédération de Russie** | EA SAT Closed Joint Stock Company, MoscouGlobal Information Systems GIS | 20142003 | 87 926,95156 663,86 |
| **Etats-Unis d'Amérique** | Leading Technologies, LLC | 2008-2009 | 121 313,60 |
| **Total des arriérés au 30.09.2018** |   |  | **371 268,56** |

|  |
| --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES DIVERSES |
|   |   |   |   |
| **Pays** | **Entité**  | **Année** | **Montant dû** |
| **Arabie saoudite** | Saudi Telecom, Riyad | 2010 | 62 560,00 |
| **Total des arriérés au 30.09.2018** |   |  | **62 560,00** |

ANNEXE E

1 MONTANTS DUS CONCERNANT LES COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS (ACCORDS D'AMORTISSEMENT)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Etats Membres – Membres de Secteur/****Entreprises** | **Résolutions de la PP**  | **Transferts danscompte spécial d'arriérés** | **Solde au31.12.2017** | **Mouvements2018** | **Intérêts/Passation par pertes et profits 2018** | **Paiements2018** | **Solde au30.09.2018** |
| **Etats Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Soudan | Rés. 38 - PP 1989 | 567 047,95 | 141 028,45 | 0,00 | 0,00 | –87 738,72 | 53 289,73 |
| Grenade | Rés. 41 - 2008 | 662 554,65 | 239 033,00 | 0,00 | –239 033,00 | 0,00 | 0,00 |
| Bolivie | Rés. 41 - 2009 | 6 515 226,72 | 3 559 066,20 | 0,00 | –3 230 603,92 | –328 462,28 | 0,00 |
| Bénin | Rés. 41 - 2011 | 462 317,50 | 158 176,74 | 0,00 | 0,00 | –86 897,36 | 71 279,38 |
| Tadjikistan | Rés. 41 - 2011 | 745 617,40 | 558 581,32 | 0,00 | 0,00 | –23 379,51 | 535 201,81 |
| Comores | Rés. 41 - 2012 | 376 005,93 | 233 796,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 233 796,27 |
| République centrafricaine | Rés. 41 - 2014 | 159 474,68 | 126 459,76 | 0,00 | 0,00 | –8 253,73 | 118 206,03 |
| Guinée équatoriale | Rés. 41 - 2017 | 171 043,75 | 118 043,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 118 043,75 |
| Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis | Rés. 41 - 2017 | 251 777,75 | 198 115,25 | 0,00 | 0,00 | –17 887,50 | 180 227,75 |
| Somalie | Rés. 41 - 2017 | 2 281 017,16 | 2 218 432,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 218 432,35 |
| Congo (Rép. du) | Rés. 41 - 2018 | 1 730 027,81 | 0,00 | 1 730 027,81 | 0,00 | –84 263,42 | 1 645 764,39 |
| Guinée-Bissau | Rés. 41 - 2018 | 4 430 568,52 | 0,00 | 4 430 568,52 | 0,00 | –79 225,17 | 4 351 343,35 |
| Libéria | Rés. 41 - 2018 | 4 885 078,20 | 0,00 | 4 885 078,20 | 0,00 | –116 061,96 | 4 769 016,24 |
| Sierra Leone | Rés. 41 - 2018 | 2 827 393,64 | 0,00 | 2 827 393,64 | 0,00 | –136 490,91 | 2 690 902,73 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| Bay Microsystems Inc., Etats-Unis | Rés. 41 - 2015 | 19 503,76 | 6 314,90 | 0,00 | –6 314,90 | 0,00 | 0,00 |
| Marcatel Com. S.A. de C.V., Mexique | Rés. 41 - 2016 | 4 392,35 | 417,35 | 0,00 | –417,35 | 0,00 | 0,00 |
| Systel, Egypte | Rés. 41 - 2016 | 47 918,25 | 40 141,70 | 0,00 | 0,00 | –3 937,50 | 36 204,20 |
| Alphion Corporation, Etats-Unis | Rés. 41 - 2017 | 11 657,35 | 1 057,35 | 0,00 | –1 057,35 | 0,00 | 0,00 |
| INTTIC, Algérie | Rés. 41 - 2017 | 7 856,74 | 2 391,55 | 0,00 | –2 391,55 | 0,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total au 30 septembre 2018** |  | **26 156 480,11** | **7 601 055,94** | **13 873 068,17** | **–3 479 818,07** | **-972 598,06** | **17 021 707,98** |

2 MONTANTS DUS CONCERNANT LES COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS SUPPRIMÉS
(ACCORDS D'AMORTISSEMENT SUPPRIMÉS POUR NON-PAIEMENT)

|  |
| --- |
| **MONTANTS DUS CONCERNANT LES COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS SUPPRIMÉS (ACCORDS D'AMORTISSEMENT SUPPRIMÉS POUR NON-PAIEMENT)** |
| **Etats Membres – Membres de Secteur/Entreprises** | **Résolutions de la PP** | **Transfert dans compte spécial d'arriérés supprimé** | **Solde au****31.12.2017** | **Mouvements****2018** | **Intérêts****2018** | **Paiements****2018** | **Solde au****30.09.2018** |
| **Etats Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Libéria | Rés. 38 - PP 1989 | 1 001 829,30 | 2 788 586,10 | –2 788 586,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Congo (République du) | Rés. 41 - 2015 | 1 258 821,17 | 1 428 555,57 | –1 428 555,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Guinée-Bissau | Rés. 41 - 2015 | 3 867 914,36 | 4 345 988,56 | –4 345 988,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Gambie | Rés. 41 - 2016 | 192 014,03 | 206 553,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 206 553,98 |
| Nicaragua | Rés. 41 - 2016 | 1 462 488,98 | 1 642 994,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 642 994,28 |
| Sierra Leone | Rés. 41 - 2017 | 2 744 076,19 | 2 744 076,19 | –2 744 076,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Bénin | Rés. 41 - 2018 | 158 176,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| TIT, Liban | Rés. 41 - 2008 | 25 000,00 | 42 236,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 42 236,90 |
| Cameroon Telecomm., Cameroun | Rés. 41 - 2014 | 149 588,50 | 159 765,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 159 765,85 |
| Ellipsat Inc., Etats-Unis | Rés. 41 - 2015 | 27 865,90 | 27 865,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 865,90 |
| Apprentissages sans Frontières, Suisse | Rés. 41 - 2016 | 6 658,15 | 7 269,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 269,40 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total au 30 septembre 2018** |  | **10 894 433,32** | **13 393 892,73** | –**11 307 206,42** | **0,00** | **0,00** | **2 086 686,31** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_